

Louis-Jacques Dorais

À propos de migrations transnationales : l'exemple de Canadiens d'origine vietnamienne

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Louis-Jacques Dorais, « À propos de migrations transnationales : l'exemple de Canadiens d'origine vietnamienne », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 20 - n°3 | 2004, mis en ligne le 25 septembre 2005, consulté le 11 février 2012. URL : <http://remi.revues.org/2019> ; DOI : 10.4000/remi.2019

Éditeur : Association pour l'étude des migrations internationales

<http://remi.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://remi.revues.org/2019>

Document généré automatiquement le 11 février 2012. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

© Université de Poitiers

Louis-Jacques Dorais

À propos de migrations transnationales : l'exemple de Canadiens d'origine vietnamienne

Pagination de l'édition papier : p. 49-73

Introduction

- 1 Selon les données du dernier recensement, 151 425 personnes se disant d'origine vietnamienne résidaient au Canada en 2001. On peut contester l'exactitude de ce nombre (le Canada ne comptait que 94 000 Vietnamiens dix ans plus tôt¹) ; il montre cependant que les individus originaires du Vietnam forment maintenant une part importante de la population canadienne issue de l'immigration². Des villes comme Toronto (avec 45 105 Vietnamiens en 2001), Montréal (25 605) ou Vancouver (22 865) sont maintenant devenues des sortes de métropoles pour les Vietnamiens d'outre-mer (Richard, 2003).
- 2 Comme c'est le cas aux États-Unis et ailleurs dans le monde (sauf peut-être en France), la plupart des immigrants vietnamiens sont venus au Canada en tant que réfugiés, ou parents de réfugiés pour ce qui est des arrivées plus récentes liées à la réunification familiale et au parrainage. Leur migration a été provoquée, de façon directe ou indirecte, par l'instauration d'un régime communiste sur l'ensemble du Vietnam, en avril 1975.
- 3 Le 1^{er} janvier de cette année-là, seulement 1 500 personnes d'origine vietnamienne vivaient déjà au Canada, surtout dans la province du Québec. Il s'agissait, à quelques exceptions près, d'étudiants et de diplômés récents des universités canadiennes francophones, ou des enfants de ces étudiants et diplômés. La plupart étaient de sexe masculin et bon nombre d'entre eux avaient épousé des non-Vietnamiennes (Dorais, 2000). Fin 1975, 3 100 Vietnamiens de plus avaient été admis au Canada — comme réfugiés — et 2 500 autres arrivèrent en 1976.
- 4 Ceci n'était rien en comparaison du nombre beaucoup plus élevé de réfugiés vietnamiens (et aussi cambodgiens et laotiens) qui allaient être accueillis pendant et juste après la « crise des *boat-people* » de la fin des années 1970. De 1979 à 1982, le Canada admit quelque 59 000 personnes dont le dernier pays de résidence avait été le Vietnam (contre 7 100 réfugiés du Cambodge et 7 500 du Laos)³. Ce haut niveau d'accueil perdura tout au long des années 1980, période durant laquelle le gouvernement encouragea la réunification familiale. Il ne commença à ralentir qu'après 1990 ; depuis 1995, moins de 5 000 Vietnamiens sont annuellement admis au Canada.
- 5 Les Vietnamiens arrivés au Canada en 1975 et dans les années subséquentes étaient considérés comme des réfugiés. Les médias, l'opinion publique et les autorités gouvernementales en parlaient comme de « réfugiés vietnamiens », « réfugiés indochinois » ou « réfugiés de la mer (*boat people*) ». Cela semblait tout naturel, quoique Indra (1987) ait démontré que le simple concept de « réfugié » n'était pas exempt de connotations politiques, la définition de qui était ou n'était pas réfugié dépendant du bon vouloir des politiciens et des fonctionnaires. Quant à la vaste majorité des arrivants vietnamiens, ils se définissaient volontiers eux aussi comme des réfugiés (« vietnamiens » plutôt qu'« indochinois »), puisqu'ils avaient quitté leur pays (ou refusé d'y retourner) à cause de leur opposition au régime en place. Cette définition était également politique, leur migration témoignant à leurs yeux de leur opinion anti-communiste.
- 6 Tout ceci s'est passé il y a plus de vingt ans. Depuis, la plupart des réfugiés du Vietnam, leurs enfants et les membres de leur famille venus les rejoindre dans le cadre des programmes de parrainage sont devenus des citoyens canadiens d'origine vietnamienne ou, pour les plus jeunes, des Canadiens aux racines vietnamiennes. Même si quelques individus, tels certains leaders d'associations ethniques, continuent à clamer publiquement qu'ils ne cesseront jamais d'être des réfugiés, les Vietnamiens du Canada — comme ceux vivant ailleurs dans le monde — forment maintenant des communautés d'immigrés et d'enfants d'immigrés dont les

membres s'insèrent de plus en plus dans les réseaux économiques et sociaux dominants, tout en préservant généralement bon nombre d'aspects de leur culture et de leur identité d'origine.

7 L'existence de ces communautés, qui maintiennent divers types de relations trans-régionales et transnationales avec des compatriotes habitant ailleurs au Canada, au Vietnam, ou dans d'autres pays, soulève deux questions étroitement liées : jusqu'à quel point les Canadiens d'origine vietnamienne doivent-ils être considérés comme des migrants transnationaux⁴, et quels sont les traits saillants de leurs activités trans-frontières ? Les réponses que je tenterai d'apporter à ces questions ne peuvent être que limitées et provisoires. Elles seront principalement tirées de données recueillies en 1997 et 1998 à Montréal et à Québec⁵, dans le cadre d'un projet de recherche sur les identités transnationales des Vietnamiens du Québec (Dorais, 1998a, 2004).

Transnationalisme et migrants transnationaux

8 Basch *et al.* (1994) définissent le transnationalisme comme le processus par lequel les immigrants développent et entretiennent des relations sociales multiples qui lient ensemble leurs sociétés d'origine et de réinstallation. Les personnes impliquées dans ce processus élaborent des champs sociaux qui enjambent les frontières géographiques, culturelles et politiques. La vie quotidienne de ces migrants transnationaux — *transmigrants* en anglais — se fonde donc sur des interconnections multifformes et constantes qui transcendent les frontières internationales (Glick Schiller *et al.*, 1995).

9 Dans leur introduction à un numéro thématique de la revue *Ethnic and Racial Studies* portant sur le transnationalisme, Portes *et al.* (1999) soulignent que pour donner à ce terme une quelconque valeur épistémologique, il faut d'abord le définir avec précision. Il ne sert à rien de qualifier certains immigrants de migrants transnationaux si leurs activités sont essentiellement les mêmes que celles de tout autre immigré :

Afin d'établir un nouveau champ de recherche, il est préférable de restreindre la notion de transnationalisme aux occupations et activités exigeant, pour leur mise en œuvre, des contacts sociaux soutenus qui traversent les frontières nationales. [...] Les contacts, voyages et activités internationaux occasionnels auxquels les membres d'une communauté expatriée peuvent s'adonner [...] contribuent à renforcer le champ transnational, mais en eux-mêmes, ces contacts ne sont ni assez nouveaux, ni suffisamment distincts pour justifier l'existence d'un nouveau domaine de recherche (Portes *et al.*, 1999 : 219 ; ma traduction).

10 Selon ces auteurs, l'expression « migrant transnational » (*transmigrant*) ne devrait donc s'appliquer qu'aux personnes qui traversent les frontières internationales de façon régulière, à des fins surtout professionnelles ou politiques. Généralement parlant, la dynamique des activités transnationales peut être ramenée à trois propositions de base (Portes *et al.*, 1999 : 227-228 ; ma traduction) :

1) L'émergence de ces activités est liée à la logique même de l'expansion capitaliste ; 2) tout en se pliant aux principes bien établis du développement des réseaux sociaux, les communautés transnationales constituent un phénomène qui ne correspond pas aux attentes habituelles quant à l'assimilation des immigrants ; 3) puisque l'activité transnationale est alimentée par la dynamique du capitalisme, son potentiel en tant que forme de résistance individuelle et collective aux structures dominantes est plus élevé que celui d'autres stratégies.

11 Dans un article publié un an plus tôt, l'un des auteurs du texte cité, Luis E. Guarnizo, avait remis en question la troisième proposition. À son avis en effet (Guarnizo et Smith, 1998), les pratiques transnationales et les identités hybrides peuvent parfois s'avérer anti-hégémoniques, mais elles ne servent pas toujours des fins de résistance ; elles peuvent même faciliter l'accumulation de capital, comme en témoigne le cas des Chinois d'outre-mer contemporains. Qui plus est, puisque certains États encouragent leurs ressortissants de l'étranger à maintenir leur allégeance au pays d'origine et à participer à sa vie politique, le transnationalisme n'entraîne pas nécessairement l'apparition de citoyens du monde. Il peut plutôt renforcer le nationalisme traditionnel par le biais d'une expansion déterritorialisée de l'État-nation.

Les vietnamiens comme migrants transnationaux

12 La situation des Vietnamiens d'outre-mer semble généralement correspondre à la définition du transnationalisme proposée par Basch *et al.* (1994). Comme nous le verrons plus loin, plusieurs d'entre eux participent à des réseaux assez denses de relations sociales unissant leurs sociétés d'origine et de réinstallation, et ces relations jouent un rôle significatif pour eux. Qui

plus est, ils sont suffisamment conscients de leur spécificité de Vietnamiens d'outre-mer pour se désigner (et être désignés par la population de leur pays d'origine) d'un nom qui leur est propre : *Viêt Kiêu* (« Vietnamiens résidant à l'étranger »)⁶.

13 De façon générale, la dynamique de leurs activités transnationales est conforme aux propositions de Portes *et al.* (1999) mentionnées à la section précédente. Même si la plupart des *Viêt Kiêu* affirment, souvent avec raison, qu'ils sont ou étaient des réfugiés politiques, leur émigration du Vietnam a aussi des connotations économiques. L'une des principales raisons maintenant invoquées⁷ afin d'expliquer pourquoi ils ont quitté leur pays d'origine repose sur l'absence alléguée de tout avenir scolaire et professionnel acceptable pour leurs enfants⁸, fréquemment empêchés de poursuivre des études supérieures et d'occuper des emplois intéressants à cause des activités passées et (ou) de la position de classe de leurs parents ; on invoque aussi le désir d'échapper aux nouvelles zones économiques⁹ (Dorais *et al.*, 1987). Les Vietnamiens voient donc souvent aujourd'hui leur réinstallation au Canada, aux États-Unis ou ailleurs comme un passeport vers la mobilité économique, celle-ci devant idéalement reposer sur les études universitaires et la formation technique plutôt que sur le commerce et les affaires¹⁰. Puisqu'un nombre croissant de jeunes *Viêt Kiêu* désire, par le biais de la coopération internationale, faire profiter le Vietnam des connaissances acquises outre-mer (Méthot, 1995 ; Richard, 2000), cette formation universitaire et technique a des connotations transnationales.

14 Les activités professionnelles et économiques des Vietnamiens d'outre-mer, y compris leurs envois de fonds au Vietnam, mettent souvent en œuvre des réseaux intra-ethniques, familiaux ou autres. Ceci est conforme à la troisième proposition de Portes *et al.* On peut cependant se demander jusqu'à quel point ces activités présentent des alternatives aux structures capitalistes dominantes. Les réseaux à l'intérieur desquels elles se déroulent semblent tout à fait désireux de s'intégrer à l'économie capitaliste — quoique de façon généralement modeste — surtout depuis le lancement, en 1986, de la politique vietnamienne de *doi moi*, d'ouverture à l'économie de marché. Quoiqu'il en soit, ces réseaux presque exclusivement composés de Vietnamiens peuvent sans doute aider les *Viêt Kiêu* à éviter l'assimilation totale à leurs sociétés d'accueil, comme l'envisagent Portes *et al.* dans leur seconde proposition.

15 Ces propositions de Portes *et al.* sont de nature générale. Si elles permettent de définir le cadre élargi dans lequel opère le transnationalisme, elles en disent peu sur la microsociologie des migrations transnationales. Qui plus est, la définition du transnationalisme donnée par ces auteurs insiste surtout sur les aspects économiques du phénomène, les migrants transnationaux étant avant tout considérés comme des entrepreneurs qui opèrent par-delà les frontières. Les chercheurs intéressés, comme c'est le cas de l'auteur de cet article, à envisager le transnationalisme comme une façon particulière d'organiser les relations sociales, de se représenter l'identité culturelle et de développer des liens économiques et politiques qui transcendent les frontières, devraient peut-être regarder ailleurs s'ils veulent trouver un modèle analytique plus pertinent.

16 Dans son chapitre du *Handbook of International Migration*, l'anthropologue Nina Glick Schiller propose une définition et une description, que je considère intéressantes et productives, de ce qu'elle appelle la migration transnationale (plutôt que le transnationalisme) :

La migration transnationale est une forme de migration dans laquelle les individus, au lieu de traverser les frontières internationales pour s'installer et développer des relations sociales dans un nouveau pays, conservent des liens sociaux avec leur État (*polity*) d'origine. Dans la migration transnationale, les gens vivent littéralement leur vie à cheval sur les frontières internationales. C'est-à-dire qu'ils établissent des champs sociaux (*social fields*) transnationaux (Glick Schiller, 1999 : 96 ; ma traduction).

17 Selon Glick Schiller, l'expression « migrant transnational » (transmigrant) ne devrait s'appliquer qu'aux « personnes qui se réclament de deux ou plusieurs États-nations — ceux-ci les considérant aussi comme leurs — au sein desquels ils s'incorporent en tant qu'acteurs sociaux, l'un de ces États étant largement reconnu comme leur pays d'origine » (ibid.). Les migrants transnationaux diffèrent des simples immigrants qui ne font que traverser les frontières pour s'établir ailleurs, que ces immigrants participent ou non à des réseaux transnationaux. À la différence de la migration « simple », la migration transnationale implique une participation continue à l'organisation économique, politique et sociale de son

pays d'origine, doublée d'une intégration plus ou moins complète à son pays d'adoption. Contrairement à ce que plusieurs spécialistes semblent croire, ceci n'est pas un phénomène récent. Dès le XIX^e siècle, des immigrants aux États-Unis travaillaient activement à la formation d'États-nations dans leurs contrées d'origine, tout en contribuant à façonner « la manière dont l'identité nationale américaine était débattue et représentée » (Glick Schiller, 1999 : 104)¹¹.

18 La migration transnationale se distingue aussi des diasporas, que Glick Schiller définit comme « des populations dispersées qui attribuent l'identité, les croyances et pratiques culturelles, la langue ou la religion qu'elles partagent à des mythes renvoyant à des ancêtres communs » (*id.* : 96). Contrairement aux migrants transnationaux, qui participent à deux États-nations existant réellement, les membres d'une diaspora ont le sentiment de partager un même patrimoine sans que celui-ci soit nécessairement lié à un quelconque État contemporain.

19 Les Vietnamiens d'outre-mer font partie de réseaux transnationaux. Ceux-ci impliquent souvent l'existence de contacts avec le Vietnam en tant que pays, ainsi qu'avec des Vietnamiens habitant toujours la mère-patrie (Dorais, 1998b)¹². Au début de cette section, nous avons vu que la situation des Viêt Kiêu semblait conforme aux propositions de Portes et al. sur la dynamique générale du transnationalisme. Il reste à voir, cependant, jusqu'à quel point cette situation et les activités qu'elle génère correspondent à des définitions plus serrées de la migration transnationale, telle celle que je viens d'exposer.

20 Glick Schiller (1999 : 97) affirme que la recherche sur les migrants transnationaux devrait s'intéresser « à la portée et à la multiplicité des réseaux sociaux que les immigrants établissent ». Parmi les différents champs d'action de ces réseaux, trois semblent particulièrement importants pour l'étude de la migration transnationale : 1) les activités économiques (y compris les transferts de fonds vers le pays d'origine) ; 2) les discours et organisations politiques ; et 3) les relations interpersonnelles par-delà les frontières nationales. Nous allons donc maintenant examiner certaines activités des Viêt Kiêu dans chacun de ces trois champs.

Une économie transnationale ?

21 Comme on l'a vu en introduction, les données de cet article proviennent principalement d'un projet de recherche qui s'est achevé en 1998. Celui-ci a permis de conduire des entrevues en profondeur avec 28 personnes d'origine vietnamienne, dont 7 vivaient à Québec et 21 à Montréal. Les entretiens portaient sur la nature et l'importance des réseaux sociaux locaux et transnationaux des répondants. En termes de sexe et d'âge, l'échantillon se répartissait comme suit :

	Hommes	Femmes	Total
Âgés de 21 à 24 ans	4	6	10
Âgés de 25 à 49 ans	3	5	8
Âgés de 50 ans et plus	6	4	10
Total	13	15	28

22 Cet échantillon, constitué selon la méthode dite « boule de neige »¹³, comprenait des éléments appartenant aux différentes vagues d'immigration vietnamienne au Canada : anciens étudiants arrivés avant 1975 (2 personnes) ; réfugiés de la vague initiale de 1975-1978 (4 personnes) ; réfugiés de la mer de 1979-1982 (8 personnes) ; bénéficiaires, depuis 1983, des programmes de réunification des familles (10 personnes) ; et jeunes gens nés au Canada (4 personnes). À deux exceptions près — un individu de père cambodgien et un autre de mère chinoise — tous les répondants se définissaient comme Vietnamiens (*nguoï viêt*) à part entière¹⁴.

23 Il va sans dire que vu sa faible taille et la façon dont il a été constitué, l'échantillon n'a aucune représentativité statistique. C'est ainsi que sur le plan des occupations professionnelles, le profil des personnes interviewées ne correspond pas vraiment à celui de l'ensemble des Canadiens d'origine vietnamienne. Dix répondants, tous dans la vingtaine, étaient étudiants ; sept (de plus de 65 ans) avaient pris leur retraite ; et une femme dans la quarantaine était maîtresse de maison. Parmi les répondants actifs sur le marché du travail, deux œuvraient

dans le secteur des services (l'un à titre de commis en magasin, l'autre comme serveuse de restaurant), alors que huit personnes occupaient un emploi professionnel ou administratif. Ceci ne concorde pas avec les données statistiques générales. En 1996 (Richard, 2003), 54 % de tous les *Viêt Kiêu* de plus de 14 ans vivant au Québec détenaient un emploi ou étaient à la recherche d'un job (contre le tiers de l'échantillon) ; près de la moitié (48 %) de ces individus professionnellement actifs travaillaient comme ouvriers spécialisés, manœuvres ou employés du secteur des services, alors que ce n'était le cas que du cinquième des répondants actifs de l'échantillon.

24 On devra donc garder présent à l'esprit le fait que les conclusions de cet article s'appliquent avant tout — et ce de façon indicative plutôt que statistiquement sûre — aux Québécois d'origine viêt appartenant aux couches les plus scolarisées de la classe professionnelle. Ceci entraîne deux conséquences pour ce qui est des dimensions économiques des activités transnationales : 1) vu leur appartenance sociale, les répondants peuvent sans doute consacrer à leurs occupations transnationales des ressources monétaires que ne possèdent pas toujours les autres *Viêt Kiêu* ; 2) puisque, chez les Vietnamiens d'outre-mer, l'import-export est en majeure partie entre les mains de commerçants d'origine chinoise, on ne doit pas s'attendre à ce que les répondants (dont un seul se dit sino-vietnamien) participent à des réseaux d'affaires de grande ou de moyenne envergure. Les relations économiques transnationales de l'échantillon étudié ici devraient donc surtout consister en envois de fonds et autres formes d'aide transfrontalière plutôt qu'en activités liées à l'entrepreneurship.

25 Les transferts de fonds à partir de l'étranger jouent un rôle majeur dans l'économie du Vietnam contemporain. On a estimé qu'au début des années 1990, les familles vietnamiennes recevaient annuellement de 600 à 700 millions de dollars américains de parents établis outre-mer (Economist Intelligence Unit, 1995 : 4). Cette somme a pu décroître par la suite, les conditions économiques du Vietnam s'étant quelque peu améliorées, mais à la fin de la décennie, elle dépassait encore un demi milliard de dollars. Selon l'Agence de Presse du Vietnam, qui relève directement du gouvernement, les 21 810 travailleurs vietnamiens à contrat œuvrant à l'étranger¹⁵ ont fait rentrer 220 millions de dollars au Vietnam pour la seule année 1999 (Vietnam News, 2000a). Ce montant n'inclut pas, bien sûr, les sommes envoyées par les *Viêt Kiêu* établis outre-mer de façon permanente.

26 Les données tirées des entrevues montrent que les Canadiens d'origine vietnamienne de Montréal et de Québec sont familiers avec ce type d'activité économique. Seize des 28 répondants disent qu'eux-mêmes ou leurs parents aident des membres de leur famille de façon plus ou moins régulière. Cette aide s'adresse entre autres, mais pas de façon exclusive, aux membres de la parenté vivant au Vietnam. En fait, elle s'adresse souvent — ou s'adressait, dans le cas des familles réinstallées depuis longtemps à l'étranger — à des parents en train de migrer outre-mer, au Canada ou ailleurs. Il est intéressant de noter que certains répondants affirment qu'il est maintenant moins nécessaire de s'entraider que cela ne l'était il y a quelques années, puisque la situation économique du Vietnam et des *Viêt Kiêu* s'est grandement améliorée. Voici d'ailleurs quelques extraits d'entrevues¹⁶ :

« Nous envoyons de l'argent à nos parents du Vietnam. Au début, nous les aidions régulièrement, mais depuis deux ou trois ans c'est presque terminé, parce que leur situation s'est améliorée » (Femme de 78 ans, Montréal).

« Je n'aide pas vraiment, mais mes parents le font. Entre frères et sœurs, ils s'entraident de plusieurs façons, et pas seulement avec de l'argent » (Femme de 21 ans [née au Canada], Montréal).

27 Les répondants semblent considérer que les remises, monétaires ou autres, s'insèrent dans le contexte plus large de l'entraide familiale. On se doit d'aider sa famille — et on s'attend à être aidé par elle — chaque fois que le besoin s'en fait sentir, peu importe où résident les membres de la parenté : Vietnam, Canada ou autre pays du monde.

28 Dans le champ, aussi, des activités économiques transnationales, il existe un vigoureux marché *viêt kiêu* transfrontalier qui propose de la nourriture asiatique, des livres et journaux en langue vietnamienne, des disques et cassettes audio et vidéo, ainsi que toutes sortes d'autres biens et services. Les villes de Montréal, Toronto, Vancouver, Ottawa ou Calgary recèlent un nombre

élevé de magasins, restaurants, pharmacies, bureaux d'affaires et cliniques médicales dont le personnel et les clients sont surtout d'origine vietnamienne. La ville de Québec, avec moins de 1 000 résidents *viêt kiêu*, comptait, en l'an 2000, 32 restaurants vietnamiens (surtout fréquentés, il est vrai, par la population non asiatique), cinq épiceries orientales et une douzaine d'autres entreprises appartenant à des Vietnamiens.

29 La plupart des marchandises offertes dans ces boutiques, restaurants et autres commerces sont importées de l'extérieur du Canada. Quelques-unes d'entre elles — des produits culturels et des spécialités culinaires par exemple — proviennent du Vietnam, mais d'autres (livres, journaux, disques, cassettes, certains articles d'alimentation) sont produites par des *Viêt Kiêu* établis aux États-Unis ou, plus rarement, en France ou en Australie. Cependant, la majeure partie de ces marchandises, y compris les produits alimentaires de base (riz, nouilles, thé, sauces, etc.), les vêtements, les bijoux et les médicaments asiatiques traditionnels, est importée de Thaïlande, de Chine et de Hong Kong par des grossistes chinois d'outre-mer¹⁷. Puisque la plupart des établissements commerciaux de détail fréquentés par les *Viêt Kiêu* appartiennent eux aussi à des personnes d'origine chinoise — du Vietnam, du Cambodge ou du Laos — les *Viêt* proprement dits, assez fortement majoritaires chez les Canadiens originaires du Vietnam¹⁸, ne jouent pas de rôle vraiment important dans le commerce transnational, sauf en tant que consommateurs.

30 C'est sans doute pourquoi la majorité des Vietnamiens du Canada ne semble pas impliquée dans les réseaux économiques transnationaux reliant le Vietnam, la Thaïlande, Hong Kong et la Chine avec les communautés *Viêt Kiêu* — et chinoises d'outre-mer — réparties à la surface du globe. Même si des personnes d'origine viêt font des affaires au Vietnam ou ailleurs, les Vietnamiens d'outre-mer considèrent généralement l'import-export et le commerce comme un domaine réservé aux Chinois et contrôlé par eux. Pour les *Viêt*, l'économie transnationale consiste donc essentiellement en l'envoi de remises monétaires et de dons en nature aux membres de leur famille vivant au Vietnam ou ailleurs dans le monde¹⁹.

Politique transnationale : discours et associations

31 Au-delà des liens économiques transfrontaliers, la migration transnationale se caractérise par des activités politiques qui incorporent simultanément les migrants dans deux États-nations, leur patrie d'origine et leur pays d'adoption. De la part de la première, cela peut entraîner deux types d'action (Glick Schiller, 1999 : 110-111). Certains États cherchent à intégrer la partie émigrée de leur population au sein de la communauté politique, en considérant ces gens comme des nationaux ou des citoyens²⁰ de leur pays natal ou ancestral. Tel est le cas du Vietnam, qui considère tous les *Viêt Kiêu* et leurs descendants comme des nationaux vietnamiens, quelle que soit leur citoyenneté réelle.

32 D'autres États estiment que sans devenir des nationaux, les émigrés devraient continuer à s'identifier à la nation dont ils sont originaires. Dans les deux cas, les discours politiques émanant de la mère-patrie invitent les migrants transnationaux à se définir une appartenance à leur pays d'origine. Selon Glick Schiller (1999 : 111) : « Dans une économie globalisée, les discours à contenu transnational peuvent fournir aux leaders politiques des raisons de revendiquer des populations ou des ressources venant appuyer la position de leur État au sein de la géopolitique mondiale ».

33 Ici encore, le Vietnam constitue un bon exemple. Pour le gouvernement vietnamien, l'émigration joue un rôle important dans le développement du pays. Sous sa forme temporaire, celle de travailleurs envoyés outre-mer, elle est vue comme une stratégie pour alléger le chômage et la pauvreté. Dans une déclaration faite au printemps 2000, le Premier ministre Phan Van Khai affirmait que le Vietnam « devrait essayer d'envoyer des centaines de milliers, ou même des millions de travailleurs et d'experts pour œuvrer à l'étranger, afin de résoudre les problèmes de redondance en matière d'emploi et de contribuer à la diminution de la pauvreté » (Vietnam News, 2000a : 1).

34 Les Vietnamiens d'outre-mer, les *Viêt Kiêu*, sont eux aussi considérés comme pouvant contribuer à l'effort de construction nationale. Au cours d'un meeting tenu à Hanoi le 30 avril 2000, à l'occasion du 25^e anniversaire de la reddition du Vietnam du Sud aux forces nord-

vietnamiennes — l'événement qui déclencha le mouvement d'émigration massive hors du pays — Phan Van Khai « demanda à tous les Vietnamiens, chez eux comme à l'étranger, sans égard à leur statut social, leurs convictions politiques et leur histoire passée, de mettre la main à la pâte pour faire du Vietnam un pays prospère et heureux » (Vietnam News, 2000b : 1). Selon le Premier ministre, le Vietnam doit se moderniser et s'industrialiser, et chacun devrait contribuer à l'effort commun de développement national. Il terminait son discours en déclarant :

35 Tous les Vietnamiens vivant chez eux et à l'étranger, sans égard à leur passé, ont le droit d'avoir leur niche dans la grande unité nationale du pays, autant qu'ils participent aux efforts communs pour construire un Vietnam prospère, pacifique, indépendant et démocratique (*id.* : 4 ; ma traduction).

36 Les *Viêt Kiêu* font donc partie de la nation vietnamienne. Il existe à Hanoi un Comité d'État ayant pour tâche d'encourager et de soutenir les Vietnamiens d'outre-mer dans leurs efforts d'aide au développement du Vietnam. Entre autres activités, ce comité publie un journal hebdomadaire en vietnamien (disponible aussi en version électronique), *Quê Hương* (« Mère-patrie »), s'adressant aux « Vietnamiens vivant à l'étranger » (*nguoì Viêt Nam o nuoc ngoai*). Ce périodique diffuse des nouvelles en provenance du Vietnam, des *Viêt Kiêu* et des travailleurs émigrés. Il parle aussi d'histoire et de culture vietnamiennes, et communique le point de vue officiel sur différents sujets.

37 La migration transnationale consistant essentiellement en une participation simultanée à deux États-nations, les migrants transnationaux appartiennent aussi à leur pays d'adoption. Glick Schiller (1999 : 110) soutient que les États modernes sont en train de se redéfinir explicitement comme des entités transnationales, grâce au multiculturalisme :

38 Dans les pays réceptifs à l'immigration comme les États-Unis, le Canada et l'Australie, une brochette d'acteurs, allant des fonctionnaires gouvernementaux aux institutions académiques, réagissent aux populations immigrées en leur proposant une conception du multiculturalisme qui reconnaît des racines aux immigrants, mais les considère comme « transplantés » dans le terreau multiculturel de leur nouveau pays (ma traduction).

39 Au Canada, le multiculturalisme est devenu politique officielle en 1971. Selon McLeod (1983 : 243-244), le multiculturalisme canadien repose sur quatre principes :

- 1. L'égalité de statut : tous les groupes ethniques sont égaux.
- 2. -L'emphase mise sur l'identité canadienne : le pluralisme ethnoculturel constitue l'essence même de l'identité canadienne.
- 3. -La possibilité de choisir : la présence d'un vaste choix de modes de vie est un facteur positif dans la formation d'une société.
- 4. -La protection des droits civiques et humains : nul résident du Canada ne devrait subir de discrimination en raison de son origine ethnique, de la race à laquelle il ou elle appartient, de sa culture, de sa langue ou de sa religion.

40 Le Canada est souvent dépeint comme une mosaïque de cultures différentes — autochtones, françaises, anglaises, ou issues de l'immigration récente — toutes égales les unes aux autres²¹. Il revient au gouvernement fédéral et à ceux des provinces de s'assurer que ces groupes ethnoculturels entretiennent de bonnes relations entre eux, dans le respect de la loi et de l'ordre. On met donc l'emphase sur la gestion équilibrée des rapports interethniques plutôt que sur les relations transnationales entre les immigrants et leurs mères-patries, quoique l'encouragement officiel à la préservation des cultures ancestrales et à l'établissement de communautés ethniques contribue probablement à tisser des liens entre une bonne partie des migrants et leurs pays d'origine.

41 Les réfugiés vietnamiens ont commencé à arriver au Canada au milieu des années 1970, juste après la mise en place de la politique officielle de multiculturalisme. À l'instar d'autres groupes d'immigrants, ils furent encouragés par le gouvernement fédéral à fonder des associations ethniques dans les villes où ils résidaient. Des fonds ont été mis à leur disposition pour les aider dans cette tâche. Ces associations devaient avant tout servir d'intermédiaires entre les *Viêt Kiêu* du Canada et les autorités fédérales et provinciales, afin que le processus de réinstallation et d'offre de services publics se déroule de manière ordonnée. Les associations jouaient aussi

un rôle politique et culturel. Leurs leaders²² considéraient qu'il était de leur devoir d'aider les Vietnamiens canadiens à préserver leur culture ancestrale qui, selon plusieurs, était menacée par le communisme dans la mère-patrie.

42 La plupart des *Viêt Kiêu* canadiens ont donc interprété les aspects politiques de la migration transnationale comme une invitation à participer aux activités des associations et organismes ethniques. Ceux-ci tenaient généralement un discours qui insistait sur la nécessité de préserver l'identité vietnamienne à l'étranger, tout en devenant membres à part entière de la société canadienne. À Montréal seulement, le nombre d'associations vietnamiennes crût de façon quasi exponentielle. De deux qu'elles étaient en 1970 (des regroupements d'étudiants dans les deux cas), elles passèrent à 16 en 1980 et à 63 en 1990 (Dorais, 1992)²³. Certaines associations étaient affiliées à des organismes *viêt kiêu* internationaux comme l'Association des médecins, dentistes et pharmaciens vietnamiens du Monde Libre, l'Ordre bouddhique vietnamien mondial ou le Front de libération nationale (anti-communiste)²⁴.

43 Puisque la grande majorité des Vietnamiens du Canada se considèrent comme réfugiés — ou enfants de réfugiés — du communisme²⁵, la plupart des associations *viêt kiêu* condamnent ouvertement le régime en place au Vietnam. Lors des réunions et célébrations publiques, on arbore systématiquement les symboles de la lutte anti-communiste (comme le drapeau et l'hymne national de l'ancienne république du Sud Vietnam) et les leaders de certaines associations dénoncent régulièrement les manquements aux droits humains dont se rendrait coupable le Vietnam, ainsi que l'aide apportée à ce pays par le Canada. Ils estiment que la véritable culture vietnamienne ne survit plus maintenant qu'en dehors du Vietnam, et que la préservation de cette culture à l'étranger constitue un acte politique d'affirmation nationale face à l'internationalisme communiste qui, selon eux, règne maintenant au Vietnam (Dorais, 1992).

44 Lors d'un atelier sur l'exode des réfugiés vietnamiens, organisé par la Fédération des Associations vietnamiennes au Canada²⁶ le 29 avril 2000, le conférencier invité, le professeur Tôn That Thiên, un politologue *viêt kiêu* distingué, a expliqué pourquoi, à son avis, les communistes avaient remporté la victoire du 30 avril 1975 (Tôn That Thiên, 2000). Le conférencier attribue cette victoire à un manque de bon sens de la part des intellectuels vietnamiens et étrangers, qui croyaient que le Front National de Libération était un organisme nationaliste démocratique plutôt qu'un fantoche de Hanoi. Ceci a mené à la dispersion des réfugiés vietnamiens à travers le monde. Selon le professeur Thiên, les communistes sont « des cyniques sans cœur et des menteurs invétérés » (Tôn That Thiên, 2000 : 7). Ils ne peuvent donc bénéficier de quelque légitimité que ce soit, dans une culture (vietnamienne) où la légitimité joue un rôle primordial. C'est en raison de cette illégitimité que les réfugiés ont dû quitter le Vietnam par centaines de milliers. Le cynisme et la fausseté des communistes sont donc responsables de l'exil des *Viêt Kiêu*.

45 Un tel discours entre en contradiction directe avec l'invitation — déjà citée — lancée à tous les Vietnamiens, au pays comme à l'étranger, de « mettre la main à la pâte pour faire du Vietnam un pays prospère et heureux » (Vietnam News, 2000b : 1). Au Canada, les opinions officielles de ce type sont surtout relayées par les regroupements locaux de deux organismes internationaux pro-Hanoi, l'Union générale des Vietnamiens et le Congrès des Vietnamiens, auxquels adhère un nombre limité de résidents originaires du Vietnam, surtout des immigrés arrivés avant 1975 ou, au contraire, venus récemment du Nord du pays²⁷. Pour ces organismes, les *Viêt Kiêu* doivent préserver leur culture et leur identité afin d'aider le Vietnam à résister aux assauts de l'individualisme et de l'esprit de consommation importés d'Occident.

46 Les Vietnamiens du Canada sont donc exposés à deux ensembles de discours et d'organisations politiques, l'un anti-communiste — qui prédomine — l'autre pro-Hanoi²⁸. Cela signifie que la politique transnationale et les mouvements qui en découlent forment un élément permanent de leur environnement. Il reste à voir, cependant, jusqu'à quel point les *Viêt Kiêu* considèrent important de participer à de tels mouvements. Des centaines de personnes peuvent bien se réunir une fois l'an devant des drapeaux géants du Sud Vietnam pour célébrer le *Têt*, le Nouvel An lunaire, mais les leaders d'associations ethniques sont peu nombreux — les mêmes individus siègent aux bureaux de direction de plusieurs organismes — et ils se plaignent

souvent du fait que personne ne veut prendre de responsabilités au sein de la communauté (Dorais, 1992).

47 Quand on leur demande si les Vietnamiens d'outre-mer forment une collectivité bien organisée, la majorité (19 sur 28) des répondants interrogés à Montréal et Québec répondent de façon négative :

« Si on les compare avec les Chinois, je pense que les Vietnamiens partout dans le monde ne forment pas une collectivité organisée. Pas si bien organisée que les Chinois. [...] Les Vietnamiens sont un peu plus relax, pas aussi rigides que les Chinois. J'ai l'impression qu'il n'y a pas de réseaux structurés » (Homme de 51 ans, Québec).

« Non [il n'y a pas d'organisation]. Chaque communauté s'occupe de ses propres affaires » (Homme de 42 ans, Montréal).

48 Pour la plupart des répondants, la solidarité familiale trans-frontières est plus importante que les organismes communautaires lorsqu'il s'agit de régler des problèmes individuels ou collectifs chez les Vietnamiens d'outre-mer. Quand on leur demande quelles sont les institutions *viêt kiêu* les plus importantes pour eux, ils mentionnent spontanément la famille, la religion et (ou) le culte des ancêtres, plutôt que des associations ou d'autres types d'organisations formelles :

« La famille, le culte des ancêtres et la religion » (Femme de 70 ans, Montréal).

« La religion, la famille et les ancêtres » (Homme de 50 ans, Montréal).

« Peut-être la famille » (Femme de 24 ans, Montréal).

« La famille, la religion (le culte des ancêtres) et l'éducation » (Homme de 23 ans [né au Canada], Montréal).

49 Si les organismes structurés jouent un rôle quelconque, c'est au niveau local — organiser la célébration annuelle du Têt par exemple — plutôt qu'international. Mais cela ne veut pas dire que les répondants ne s'intéressent pas à la politique étrangère. Au contraire, la majorité d'entre eux se sent interpellée par les événements politiques et l'évolution générale du Vietnam, même si aucun répondant, quels que soient son âge ou sa situation professionnelle, n'exprime le souhait de rentrer vivre là-bas de façon permanente :

« Oui je suis vraiment intéressé par ce qui se passe au Vietnam, je suis désireux de voir le pays se développer parce que, vous savez, la mentalité communiste existe toujours. Le Vietnam est le pays d'origine de mes parents ; je veux connaître ce qui arrive là-bas » (Homme de 22 ans [né au Canada], Québec).

C'est important pour moi parce que j'aime les gens de là-bas. Je ne veux pas qu'ils souffrent ou vivent dans la pauvreté. Je crois profondément que les gens ont le droit de vivre comme ils le désirent ; personne ne choisit de mourir » (Femme de 46 ans, Montréal).

50 On peut donc affirmer que la vie des *Viêt Kiêu* du Canada — et d'ailleurs aussi — a une dimension politique transnationale. Des discours divergents, qui représentent souvent des intérêts contradictoires, les invitent à combattre le communisme ou, au contraire, à travailler à la reconstruction du pays de concert avec le gouvernement vietnamien. Des associations ethniques, dont certaines chevauchent les frontières, essaient de les enrôler d'un côté ou de l'autre. Il semble cependant, s'il est possible d'extrapoler les propos des répondants, qu'à l'exception d'un petit nombre de leaders et autres activistes, les Vietnamiens du Canada ne considèrent pas que ces discours et organismes jouent un rôle important dans leur existence. Ils se sentent concernés par le Vietnam en tant que nation — et l'on peut considérer cela comme une forme d'expression politique transnationale — mais pour eux, les relations familiales et le culte des ancêtres semblent plus significatifs que les organisations formellement structurées.

51 L'implication politique peut varier selon l'histoire migratoire de chacun. Les *Viêt Kiêu* considèrent généralement les réfugiés de la mer comme plus farouchement anti-communistes que les immigrants venus de façon légale, dans le cadre d'un programme de réunification familiale. Les opinions varient aussi dans le temps. Depuis l'ouverture économique et sociale du Vietnam à la fin des années 1980, la plupart des Canadiens d'origine vietnamienne considèrent qu'il est politiquement correct de visiter le pays et d'y mener des affaires

transnationales. Il faut également ajouter que si le pluralisme politique existait au Vietnam, un nombre plus élevé de *Viêt Kiêu* serait sans doute tenté de s'impliquer politiquement dans le pays d'origine. Il n'en reste pas moins que pour le moment, les activités transnationales les plus importantes semblent être celles qui relèvent des relations entre membres dispersés de la famille.

Relations familiales transnationales

- 52 Je n'ai pas à discuter ici de l'importance cruciale de la famille dans la culture et la société vietnamiennes (voir à ce sujet Kleinen, 1999 ; Liljestrom et Tuong Lai, 1991 ; Luong, 1984 ; Nguyễn Khắc Viêt, 1994 ; Papin, 1999). La recherche sur les *Viêt Kiêu* (cf. Chan et Dorais, 1998 ; Gold, 1992 ; Kibria, 1993 ; Knudsen, 1988 ; Lê Huu Khoa, 1985 ; Nash et Nguyễn, 1994 ; Simon-Barouh, 1999b) a amplement démontré que malgré l'émigration, la dispersion des familles et les changements dans leurs conditions de vie, la plupart des Vietnamiens cherchent à préserver l'unité familiale²⁹, et que dans plusieurs cas, ils considèrent toujours leurs parents et autres proches comme les seules personnes en qui ils peuvent avoir pleinement confiance, et ce quelle que soit la distance physique qui les sépare. Cette attitude trouve son expression symbolique dans la croyance que les ancêtres décédés sont en mesure d'aider leurs descendants, où que vivent ceux-ci, et que ces descendants doivent les vénérer de temps en temps en pratiquant le culte des ancêtres (Dorais, 1993). Pour les répondants de Montréal et de Québec, la culture vietnamienne repose principalement sur la prééminence des relations familiales, le respect des aînés et le culte des ancêtres (Dorais, 2004 : 64-65).
- 53 Dans le Vietnam d'aujourd'hui, la famille est parfois vue comme une pourvoyeuse de services sociaux (éducation, santé, revenu minimum) que le gouvernement n'est plus à même d'offrir à ses administrés. Les vertus familiales traditionnelles sont donc officiellement glorifiées³⁰, et l'on reconnaît pleinement l'importance des remises monétaires qu'envoient les parents installés à l'étranger (Tuong Lai, 1991 ; Papin, 1999). Il n'est donc pas étonnant que les relations familiales transnationales soient particulièrement importantes et significatives pour les *Viêt Kiêu*.
- 54 Les données recueillies à Montréal et à Québec mènent aux conclusions suivantes en ce qui concerne les réseaux familiaux et les activités transnationales des répondants (Dorais, 1998a : 57) :
- 1. -La famille étendue (*dai gia dinh*, « grande famille ») de la vaste majorité des répondants se répartit sur plusieurs villes et pays, mais leur famille immédiate (le plus souvent de type nucléaire) a généralement été en mesure de se regrouper en un même endroit (Montréal ou Québec) que la plupart des répondants considèrent être leur lieu final de réinstallation.
 - 2. -On maintient des relations continues — mais pas nécessairement fréquentes — avec les membres éloignés de sa famille étendue (et, bien sûr, avec sa famille nucléaire) et, dans une moindre mesure, avec ses amis intimes.
 - 3. -Ces relations peuvent prendre diverses formes : lettres (y compris par voie électronique), appels téléphoniques, visites, soutien financier.
 - 4. -Quatre répondants seulement (sur un total de 28) ne participent pas à ce type d'activités et de réseaux transnationaux.
- 55 Les réponses des personnes interviewées ne varient pas de manière systématique selon le sexe, l'occupation professionnelle³¹ ou l'année d'arrivée au Canada. L'âge a un rôle à jouer, mais de façon limitée. Les jeunes entretiennent beaucoup moins de relations que leurs aînés avec la famille étendue, mais ils appartiennent généralement à des familles nucléaires où les parents maintiennent de telles relations³². On peut donc décrire l'échantillon comme participant à un ensemble de réseaux de parents et d'amis dispersés à travers le monde (y compris au Vietnam), avec qui l'on entretient divers types de relations.
- 56 Vingt-quatre des 28 répondants disent avoir des parents et des amis vivant au Canada ou à l'étranger, hors de Montréal ou de Québec. Plus de la moitié des personnes interviewées (15 sur 28) peuvent nommer au moins trois endroits différents où habitent ces proches :

« Nous sommes ici, au Québec ; ma femme et moi, et nos quatre enfants : une fille, l'aînée, et trois garçons. À Toronto, j'ai un frère aîné. D'autres frères et sœurs vivent aux États-Unis, mais ils y sont arrivés en 1992 seulement. J'ai deux grands frères à Paris. Ils sont allés en France pour leurs études et s'y sont ensuite installés. Les autres sont aux États-Unis parce qu'ils pensaient que là-bas, c'est un pays riche où vous pouvez réussir très bien » (Homme de 65 ans, Montréal).

« Toute ma famille du côté de ma mère vit au Québec. Du côté de mon père, ils vivent au Vietnam. Mes amis sont ici. J'ai aussi des parents aux États-Unis » (Femme de 23 ans, Montréal).

57 Sauf pour les quatre personnes sans liens familiaux hors du Québec, tous les répondants — y compris ceux qui sont nés au Canada — disent qu'ils entrent en contact au moins deux fois par année avec des parents et amis vivant aux États-Unis, en Europe, au Vietnam ou ailleurs au Canada. Les plus jeunes répondants mentionnent souvent que leurs parents entretiennent beaucoup plus de relations qu'eux avec les proches vivant au loin. De tels contacts se font par téléphone, lettres et colis, voyages et, de plus en plus, messages électroniques :

« Nous gardons contact en nous téléphonant de temps en temps. Nous devons savoir comment les gens vivent là-bas [aux États-Unis], quels sont leurs problèmes. Et ils veulent savoir la même chose à notre sujet. [...] Nous bavardons à propos de ça. Je leur ai rendu visite deux fois » (Femme de 47 ans, Québec).

« Mon grand-père nous a rendu une fois visite, il y a longtemps. Ma mère est rentrée visiter sa famille [au Vietnam] il y a quelques années. Mais je ne suis jamais allé au Vietnam. Mes parents téléphonent souvent à mes oncles là-bas, pour voir si tout va bien » (Homme de 23 ans [né au Canada], Montréal).

58 Malgré leur dispersion géographique, les membres d'une même famille semblent en mesure de maintenir des contacts assez réguliers. Comme on l'a déjà vu, ces contacts ne se bornent pas à l'échange d'information. Ils peuvent aussi consister en aide financière, ce qui leur confère une fonction économique réelle. Mais quelle que soit la nature des contacts, on communique avant tout à l'intérieur de la famille étendue³³. Au niveau de base, celui des individus et des maisonnées, les réseaux transnationaux des Viêt Kiêu sont donc principalement fondés sur les rapports de parenté.

59 Il en est ainsi parce que pour une majorité de Vietnamiens, la famille constitue encore l'un des éléments d'existence les plus porteurs de sens, même si elle peut maintenant sembler menacée par le contact avec la société occidentale, et même si les plus jeunes peuvent avoir une attitude ambivalente envers certains aspects de la vie familiale³⁴. Citons les répondants une dernière fois :

« La famille, c'est ce qu'il y a de plus important pour les Vietnamiens. Tout tourne autour de la famille ; c'est la base même de l'existence. Ça doit être important aussi pour les jeunes. C'est ce que les adultes leur enseignent grâce à l'éducation familiale » (Homme de 50 ans, Montréal).

« La famille a une importance primordiale. Pour les jeunes aussi. Mais tout ça dépend de votre famille et de la façon dont vous avez été élevé. [...] Je rends visite à ma mère et au reste de la famille tous les week-ends. Elle habite à Longueuil [en banlieue de Montréal]. Tout le monde se réunit là-bas. Nous nous téléphonons très souvent. Si je ne vois pas ma mère pendant trois jours, je capote [je perds la tête]. Et mon copain [non vietnamien], il a capoté lui aussi quand il s'est rendu compte de ça ! » (Femme de 23 ans, Montréal).

60 Les relations familiales, qu'elles soient locales ou transnationales, apparaissent ainsi comme importantes et significatives pour la plupart des Vietnamiens du Canada. Elles structurent leurs réseaux sociaux et semblent jouer un rôle majeur dans le fonctionnement quotidien des communautés viêt kiêu, qui sont fondées sur ces réseaux.

Conclusion

61 Au début de cet article, on a posé deux questions : jusqu'à quel point peut-on considérer les résidents canadiens d'origine vietnamienne comme des migrants transnationaux, et quels sont les traits les plus marquants de leurs activités transnationales ? La réponse à ces questions dépend, bien sûr, de la façon dont on définit les migrants transnationaux et le transnationalisme (ou la migration transnationale).

62 Nous avons vu, avec Portes *et al.* (1999), que le cadre global au sein duquel opère le transnationalisme suppose une dynamique où la migration transnationale se démarque des

autres formes de migration, par ses liens avec la logique de l'expansion capitaliste, ainsi que par le développement de réseaux sociaux transfrontaliers qui ne correspondent pas à ce que l'on imagine habituellement des immigrés, soit l'assimilation. J'ai souligné qu'au niveau macro sociologique, une telle dynamique pouvait s'appliquer au cas des Canadiens d'origine vietnamienne et des *Viêt Kiêu* en général, pour qui la réinstallation au Canada, aux États-Unis, en France ou ailleurs est source de mobilité économique et de réseautage social, même s'ils se perçoivent généralement comme des réfugiés ayant fui une situation politique et économique insupportable.

63 Il est cependant douteux qu'à un niveau plus terre-à-terre, plus microsociologique, les *Viêt Kiêu* du Canada, et d'ailleurs, puissent être pleinement considérés comme des migrants transnationaux. Selon Portes *et al.* (1999 : 219), ce terme ne devrait s'appliquer qu'aux personnes qui traversent les frontières nationales de façon régulière, surtout pour des raisons professionnelles ou politiques. Ceci n'est le cas que d'une poignée de Vietnamiens d'outre-mer. Pour Glick Schiller (1999), la migration transnationale suppose une participation continue à l'économie, à la politique et à l'organisation sociale de son État d'origine, en même temps qu'une intégration plus ou moins poussée aux structures du pays d'adoption. Ici encore, seule une petite minorité d'entrepreneurs et de leaders communautaires et politiques viêt kiêu répond à la définition.

64 Les données d'observation et d'entrevues recueillies à Montréal et à Québec montrent que les Vietnamiens canadiens « ordinaires » s'intéressent avant tout à leur famille. Ce qui compte vraiment pour eux, à part gagner sa vie ou étudier en vue d'acquérir une compétence professionnelle quelconque, c'est le bien-être de leurs parents, de leurs enfants, de leurs frères et sœurs et des autres personnes qui leur sont proches. Même les jeunes, qui peuvent avoir une attitude ambivalente face à l'autoritarisme propre à la famille vietnamienne traditionnelle, semblent valoriser la cohésion familiale (Meintel et Le Gall, 1995 ; Méthot, 1995 ; Chan et Dorais, 1998 ; Hung Cam Thai, 2003 ; Richard, 2004), et ils critiquent souvent l'individualisme nord-américain (Guilbert, 1993). Les *Viêt Kiêu* du Canada connaissent très bien les discours politiques antagoniques (anti-communistes versus pro-Vietnam) véhiculés par leurs associations et leurs médias ethniques, mais quand on leur demande quelles sont les institutions qu'ils considèrent les plus importantes pour eux, les répondants mentionnent spontanément la famille, la religion et (ou) le culte des ancêtres, plutôt que les associations ou d'autres types d'organismes formels.

65 L'importance sociale et symbolique de la vie familiale place les rapports de parenté à la base même des communautés *viêt kiêu*. Dans un contexte où plusieurs familles ont été dispersées à travers le monde, les réseaux sociaux à base parentale incluent souvent des personnes vivant dans différents États-nations. Au Canada comme, fort probablement, dans les autres pays du monde développé, ces personnes souhaitent sincèrement participer du mieux qu'elles le peuvent à l'économie et à la société majoritaires. Mais en même temps, elles sentent qu'elles appartiennent encore pleinement à leur famille et, dans plusieurs cas, à leur culture ancestrale. Ceci génère des activités qui sont *de facto* transnationales. Ces activités peuvent être économiques (remises monétaires et cadeaux envoyés au Vietnam), sociales (lettres, appels téléphoniques et visites aux parents et amis vivant au loin), culturelles (audition de cassettes et de disques vietnamiens ou *viêt kiêu*), ou mixtes (achat d'aliments, périodiques, cassettes et autres produits importés du Vietnam ou d'ailleurs). La base familiale et culturelle de ces activités transnationales apparaît ainsi comme leur trait le plus caractéristique.

66 La majorité des Canadiens d'origine vietnamienne peuvent donc être considérés — en l'absence d'un meilleur terme — comme des migrants transnationaux passifs³⁵. À l'exception d'un petit nombre de personnes, ils ne font pas d'affaires au Vietnam et ils ne jouent pas de rôle actif dans la conduite des associations ethniques locales ou internationales, ni dans la production de discours anti-communistes ou pro-Vietnam, même s'ils ont souvent des opinions bien arrêtées à ce sujet.

67 D'un autre côté, la plupart d'entre eux sont intéressés et interpellés par le Vietnam en tant qu'État-nation. Ils considèrent important de se tenir au courant des tendances et événements politiques et sociaux dans leur pays d'origine. Plusieurs envoient de l'argent à leurs proches

demeurés là-bas, un nombre croissant de *Viêt Kiêu* visite le Vietnam pendant les vacances (ou à l'occasion du *Tết*), et beaucoup de jeunes Canadiens d'origine vietnamienne souhaitent séjourner dans ce pays dans le cadre de programmes de développement international. De manière plus fondamentale peut-être, le simple fait d'appartenir à des réseaux familiaux transfrontaliers permet à un grand nombre de *Viêt Kiêu* du Canada — sans doute la majorité — de s'impliquer de façon régulière dans des relations transnationales, sur le plan individuel ou au niveau de la maisonnée.

68 Afin de pousser plus loin l'analyse de la nature et des limites des activités transnationales des Vietnamiens d'outre-mer, la recherche pourrait se poursuivre dans au moins trois directions. Comme j'ai eu l'occasion de le mentionner, l'échantillon de Montréal et de Québec était presque exclusivement composé de professionnels fortement scolarisés. Il serait donc important de vérifier si les *Viêt Kiêu*, d'origine ouvrière ou paysanne, partagent les mêmes activités et intérêts transnationaux que leurs compatriotes plus scolarisés et mieux nantis. On pourrait aussi se demander si les relations familiales ne sont pas influencées par le degré d'implication des individus dans les affaires vietnamiennes. En d'autres termes, les activistes politiques et ethniques n'insistent-ils pas plus que les gens « ordinaires » sur l'importance de la famille, celle-ci étant considérée comme l'emblème par excellence de la culture vietnamienne et, donc, comme un symbole essentiel d'affirmation ethnique en contexte migratoire ? Enfin, les activités transnationales des jeunes *Viêt Kiêu* devraient faire l'objet d'études longitudinales. Ce sont eux, après tout, qui auront à décider si, dans l'avenir, les Vietnamiens du Canada devront être considérés comme des réfugiés, des migrants transnationaux ou des Canadiens aux racines vietnamiennes.

Bibliographie

BASCH Linda G., GLICK SCHILLER Nina et BLANC-SZANTON Cristina (1994) *Nations Unbound. Transnational Projects, Postcolonial Predicaments and Deterritorialized Nation-States*, Amsterdam, Gordon and Breach.

BOUSQUET Gisèle L. (1991) *Behind the Bamboo Hedge : The Impact of Homeland Politics in the Parisian Vietnamese Community*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 196 p.

BRUNEAU Michel (1995) *Diasporas*, Montpellier, Reclus, 190 p.

CHAN Kwok Bun et DORAIS Louis-Jacques (1998) Family, Identity, and the Vietnamese Diaspora : The Quebec Experience, *Sojourn*, 13 (2), pp. 285-308.

DORAIS Louis-Jacques (1991) Refugee Adaptation and Community Structure : The Indochinese in Quebec City, Canada, *International Migration Review*, 25 (3), pp. 551-573.

DORAIS Louis-Jacques (1992) Les associations vietnamiennes à Montréal, *Études ethniques au Canada*, 24 (1), pp. 79-95.

DORAIS Louis-Jacques (1993) Vie religieuse et adaptation : les Vietnamiens de Montréal, *Culture*, 13 (1), pp. 3-16.

DORAIS Louis-Jacques (1998a) *Identités transnationales chez les Vietnamiens du Québec*, rapport de recherche non publié, Québec, Université Laval, Département d'anthropologie, 65 p.

DORAIS Louis-Jacques (1998b) Vietnamese Communities in Canada, France and Denmark, *Journal of Refugee Studies*, 11 (2), pp. 107-125.

DORAIS Louis-Jacques (2000) *Les Cambodgiens, Laotiens et Vietnamiens au Canada*, Ottawa, La Société Historique du Canada (Les groupes ethniques du Canada, brochure 28), 35 p.

DORAIS Louis-Jacques (2001) Defining the Overseas Vietnamese, *Diaspora*, 10 (1), pp. 3-27.

DORAIS Louis-Jacques (2004) Identités vietnamiennes au Québec, *Recherches sociographiques*, 45 (1), pp. 59-76.

DORAIS Louis-Jacques, PILON-L Lise et NGUY N Huy (1987) *Exile in a Cold Land. A Vietnamese Community in Canada*, New Haven, Yale Southeast Asia Studies, 209 p.

ECONOMIST Intelligence Unit (1995) *Country Report, Vietnam*, London, The Economist.

FREEMAN James M. (1995) *Changing Identities : Vietnamese Americans, 1975-1995*, Boston, Allyn and Bacon, 141 p.

- GLICK SCHILLER Nina (1999) Transmigrants and Nation-States : Something Old and Something New in the U.S. Immigrant Experience, in Charles Hirschman, Philip Kasinitz et Josh DeWind Édts, *The Handbook of International Migration : The American Experience*, New York, Russell Sage Foundation, pp. 94-119.
- GLICK SCHILLER Nina, BASCH Linda G. et BLANC-SZANTON Cristina (1995) From Immigrant to Transmigrant : Theorizing Transnational Migration, *Anthropological Quarterly*, 68 (1), pp. 48-63.
- GOLD Steven J. (1992) *Refugee Communities. A Comparative Field Study*, London, Sage Publications, 256 p.
- GUARNIZO Luis E. et SMITH Michael P. (1998) The Locations of Transnationalism, in Michael P. Smith et Luis E. Guarnizo Édts, *Transnationalism from Below*, New Brunswick, Transaction Publishers, pp. 3-34.
- GUILBERT Lucille (1993) Transfert, transformation et transform culturel, in Collectif, *Transferts Orient-Occident. Populations, savoirs et pouvoirs*, Québec, Université Laval, Groupe d'Études et de Recherches sur l'Asie Contemporaine, pp. 67-121.
- HUNG Cam Thai (2003) The Vietnamese Double Gender Revolt : Globalizing Marriage Options in the Twenty-first Century, *Amerasia Journal*, 29 (1), pp. 51-74.
- INDRA Doreen M. (1987) Bureaucratic Constraints, Middlemen and Community Organization : Aspects of the Political Incorporation of Southeast Asians in Canada, in Kwok B. Chan et Doreen M. Indra Édts, *Uprooting, Loss and Adaptation. The Resettlement of Indochinese Refugees in Canada*, Ottawa, Canadian Public Health Association, pp. 147-170.
- KIBRIA Nazli (1993) *Family Tighrope. The Changing Lives of Vietnamese Americans*, Princeton, Princeton University Press, 184 p.
- KLEINEN John (1999) *Facing the Future, Reviving the Past. A Study of Social Change in a Northern Vietnamese Village*, Singapour, Institute of Southeast Asian Studies, 239 p.
- KNUDSEN John C. (1988) *Vietnamese Survivors. Processes Involved in Refugee Coping and Adaptation*, Bergen, University of Bergen, Department of Anthropology, 316 p.
- LE Huu Khoa (1985) *Les Vietnamiens en France. Insertion et identité*, Paris, L'Harmattan, 297 p.
- LILJESTROM Rita et TUONG Lai Édts (1991) *Sociological Studies on the Vietnamese Family*, Hanoi, Social Sciences Publishing House, 192 p.
- LUONG Hy Van (1984) "Brother" and "Uncle" : An Analysis of Rules, Structural Contradictions, and Meaning in Vietnamese Kinship, *American Anthropologist*, 86 (2), pp. 290-315.
- McLEOD Keith A. (1983) Multicultural Education : A Decade of Development, in Jean L. Elliott Éd., *Two Nations, Many Cultures. Ethnic Groups in Canada*, Scarborough, Prentice-Hall Canada, pp. 243-259.
- MÉDAM Alain (1993) Diaspora/Diasporas : archétype et typologie, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 9 (1), pp. 59-66.
- MEINTEL Deirdre et LE GALL Josiane (1995) *Les jeunes d'origine immigrée. Rapports familiaux et transitions de vie le cas des jeunes Chiliens, Grecs, Portugais, Salvadoriens et Vietnamiens*, Montréal, Université de Montréal, Groupe de recherche Ethnicité et Société (Études et Recherches, 10), 133 p.
- MÉTHOT Caroline (1995) *Du Viêt Nam au Québec. La valse des identités*, Québec, Institut Québécois de Recherche sur la Culture, 224 p.
- NASH Jesse W. et NGUY N Elizabeth T. (1994) *Romance, Gender, and Religion in a Vietnamese-American Community*, Lewiston/Queenston, The Edwin Mellen Press, 192 p.
- NGUYỄN Khắc Viêt (1994) Ancestors' Worship, *Vietnamese Studies*, 3 (113), pp. 6-46.
- PAPIN Philippe (1999) *Viêt-Nam. Parcours d'une nation*, Paris, La Documentation Française, 179 p.
- PORTES Alejandro, GUARNIZO Luis E. et LANDOLT Patricia (1999) The Study of Transnationalism : Pitfalls and Promise of an Emergent Research Field, *Ethnic and Racial Studies*, 22 (2), pp. 217-237.
- PRÉVÉLAKIS Georges (1996) Les réseaux des diasporas, in Georges Pévélakis Éd., *Les réseaux des diasporas*, Paris, L'Harmattan, pp. 29-34.
- RICHARD Éric (2000) *Un transnationalisme familial : l'expérience des jeunes Vietnamiens de Montréal*, mémoire de maîtrise en anthropologie, Québec, Université Laval, 151 p.
- RICHARD Éric (2003) Profil statistique des immigrants d'origine vietnamienne au Québec et au Canada : comparaison des données de 1991, 1996 et 2001, manuscrit non publié, Québec, Université Laval, Département d'anthropologie, 15 p.

- RICHARD Éric (2004) Stratégies identitaires, confrontations des mentalités et frictions familiales : réflexions sur les jeunes Viêt Kiêu nés à l'étranger, *Ngàn Thông*, 8, pp. 174-198.
- RUTLEDGE Paul J. (1992) *The Vietnamese Experience in America*, Bloomington, Indiana University Press, 173 p.
- SIMON-BAROUH Ida (1999a) Les Vietnamiens en France, *Hommes et Migrations*, 1219, pp. 69-89.
- SIMON-BAROUH Ida (1999b) Les Vietnamiens. Des rapatriés aux *boat people*, in Philippe Dewitte Éd., *Immigration et intégration, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, pp. 134-142.
- TEMPLER, Robert (1999) *Shadows and Wind : A View of Modern Vietnam*, London, Abacus, 384 p.
- TÖLÖLYAN Khachig (1996) Rethinking Diaspora(s) : Stateless Power in the Transnational Moment, *Diaspora*, 5 (1), pp. 3-36.
- TON That Thiên (2000) Sober Thoughts on April 30. The South Vietnam Liberation Front and Hanoi. Myth and Reality, <http://www.vietfederaton.ca/30-4-00/TonThatThien.htm>.
- TUONG Lai (1991) Introduction, in Rita Liljestrom et Lai Tuong Éd., *Sociological Studies on the Vietnamese Family*, Hanoi, Social Sciences Publishing House, pp. 3-11.
- VERTOVEC Steven (1999) Conceiving and Researching Transnationalism, *Ethnic and Racial Studies*, 22 (2), pp. 447-462.
- VIETNAM News (2000a) Emigration as a Tool to Alleviate Poverty, <http://vietnamnews.vnagency.com.vn/2000-06/10>.
- VIETNAM News (2000b) A Nation Looks Back to the Future, <http://vietnamnews.vnagency.com.vn/2000-04/30>.
- VIVIANI Nancy (1984) *The Long Journey. Vietnamese Migration and Resettlement in Australia*, Melbourne, Melbourne University Press, 316 p.

Notes

- 1 Ce nombre, comme le précédent, est celui des répondants (nés au Canada ou à l'étranger) ayant déclaré une origine entièrement ou partiellement vietnamienne à la question du recensement portant sur l'origine ethnique.
- 2 En 2001, 17 000 000 de résidents du Canada (sur un total de 30 000 000) ont déclaré au recensement une origine ethnique autre que « canadienne », « indienne d'Amérique du Nord », « métis » ou « inuit ».
- 3 Durant la période 1978-1981, les États-Unis ont admis 438 000 réfugiés des pays de l'ancienne Indochine, la Chine 250 000 (tous d'origine chinoise), l'Australie 55 000 et la France 51 000 (Viviani, 1984 : 50). Sur les Vietnamiens en France, on pourra consulter Simon-Barouh (1999a) ; sur ceux des États-Unis, voir Rutledge (1992) et Freeman (1995).
- 4 Cette expression traduit, de façon maladroite je l'avoue, le terme anglais « *transmigrants* », dont le sens sera défini et discuté plus loin.
- 5 Grâce à une subvention du ministère du Patrimoine canadien. L'auteur tient aussi à signaler l'aide reçue des organisateurs et participants au colloque *Diaspora and Displacement : Teaching and Researching the Asian Diasporas* (Université Brown, Providence, Rhode Island, 15 avril 2000), où une version très préliminaire de cet article a été présentée.
- 6 Le nombre total estimé de *Viêt Kiêu* varie du simple au double (de un à deux millions de personnes) selon la source consultée. Un chiffre d'un million et demi de Vietnamiens de l'étranger (au début des années 2000) semble toutefois raisonnable.
- 7 Certaines des justifications formulées aujourd'hui le sont *a posteriori* et peuvent différer des motifs ayant déclenché à l'époque le processus d'émigration.
- 8 Ou pour eux-mêmes dans le cas du petit nombre d'individus à qui on avait interdit d'occuper un emploi suite à leur libération d'un camp de rééducation, ou dont le commerce ou l'entreprise avait été exproprié par le gouvernement.
- 9 Les nouvelles zones économiques étaient des régions agricoles pionnières ouvertes par le gouvernement vietnamien après 1975 afin d'alléger la surpopulation des villes. À partir de 1978, plusieurs milliers de citoyens furent forcés de migrer vers ces régions (Papin, 1999 : 39). Cette pratique ne contribua pas peu au déclenchement de la crise des réfugiés de la mer de 1979-80.
- 10 Bien que, comme nous le verrons plus loin, il existe un marché ethnique florissant — en partie contrôlé par des Vietnamiens d'origine chinoise — d'aliments, services et produits culturels adaptés au goût des *Viêt Kiêu*.

11 Vertovec (1999 : 448) souligne cependant que même si les activités transnationales existent depuis longtemps, c'est « le degré actuel d'intensité et de simultanéité des activités transfrontalières de longue distance, tout particulièrement celui des transactions économiques » qui les rend différentes des formes plus anciennes de transnationalisme.

12 Des auteurs (cf. Chan et Dorais, 1998 ; Templer, 1999) ont qualifié les *Viêt Kiêu* de diaspora, sans discuter du sens de ce terme. À ma connaissance, seul Dorais (2001) s'est systématiquement posé la question de savoir si les Vietnamiens d'outre-mer constituaient une diaspora. Il conclut que leur situation ne correspond pas complètement à ce concept tel qu'il est défini par des spécialistes comme Médam (1993), Bruneau (1995), Prévélakis (1996) ou Tölölyan (1996).

13 Où les premiers répondants rencontrés suggèrent aux chercheurs d'autres personnes à contacter aux fins de la recherche.

14 C'est-à-dire, selon leur auto-classification, comme appartenant à l'ethnie *viêt*, majoritaire au Vietnam, plutôt qu'à la population sino-vietnamienne (Vietnamiens d'origine chinoise, les *Hoa Kiêu*), à l'ethnie *khmer krom* (Vietnamiens d'origine khmère) ou à l'un des nombreux autres groupes ethniques minoritaires du pays.

15 Selon l'Agence, ces migrants temporaires résidaient dans 38 pays différents, mais leurs effectifs se concentraient surtout au Japon, en Corée du Sud et en Afrique du Nord.

16 Extraits d'entrevues menées par Sarah-Ann Gilmore, Éric Richard et Stéphanie Tailliez dans le cadre du projet de recherche déjà mentionné. Tous les répondants sont nés au Vietnam, sauf mention contraire à cet effet.

17 Même les marques les plus courantes de *nuoc mam*, cet archétype de l'alimentation vietnamienne, sont fabriquées en Thaïlande par des Chinois d'outre-mer (et vendues dans des bouteilles étiquetées en quatre langues : vietnamien, chinois, thaï et anglais).

18 En 1991 par exemple, ils constituaient près des deux tiers des résidents canadiens originaires du Vietnam (Dorais, 2000 : 11).

19 On peut admettre, bien sûr, qu'en tant que consommateurs, ils participent objectivement à l'économie de marché transnationale globale, contribuant ainsi à l'accumulation de capital entre les mains des commerçants, chinois ou autres. Mais en ce qui concerne leur vie sociale personnelle, cette participation ne signifie rien pour eux.

20 La différence entre nationaux et citoyens réside dans le fait que les premiers sont membres à part entière de la nation, mais sans jouir des mêmes droits politiques (voter et se présenter aux élections par exemple) que les seconds.

21 Les Canadiens ne sont, bien sûr, pas tous d'accord avec une telle vision des choses. Les peuples autochtones, ainsi que la plupart des francophones — ceux du Québec en particulier — considèrent qu'ils appartiennent à des nations spécifiques au sein de l'État canadien. De ce fait, plusieurs d'entre eux estiment que le groupe dont ils font partie devrait bénéficier d'un niveau plus élevé d'autonomie politique (allant jusqu'à l'indépendance totale dans le cas québécois).

22 La plupart de ces leaders étaient des hommes ayant reçu une éducation supérieure, qui avaient vécu à l'étranger dès avant 1975 ou avaient quitté le Vietnam du Sud avec la première vague de réfugiés en 1975. La comparaison entre communautés *viêt kiêu* montre qu'à certains endroits, l'absence de cette catégorie d'individus a empêché le développement d'organismes ethniques vietnamiens (Dorais, 1991, 1998b).

23 Ces associations se subdivisaient en quatre types (Dorais, 1992 : 80-81) : associations d'entraide (on en comptait 37 en 1990) ; organismes socioculturels (9) ; associations religieuses (11) ; mouvements politiques (6).

24 Cet organisme prônant le renversement violent du régime marxiste au Vietnam reprenait le nom du Front National de Libération (d'affinités pro-communistes), qui avait combattu les troupes sud-vietnamiennes et américaines entre 1960 et 1975.

25 Qu'ils considèrent responsable de la détérioration des conditions économiques et de la moralité publique dans le Vietnam d'après 1975.

26 Fondée en 1980, la Fédération coordonne les activités des quinze plus importantes associations vietnamiennes d'entraide au Canada et représente officiellement les *Viêt Kiêu* auprès des autorités gouvernementales canadiennes.

27 L'Union et le Congrès veillent aussi à l'accueil et à l'encadrement des étudiants vietnamiens qui, depuis 1990, ont recommencé à fréquenter les universités canadiennes.

28 Une dichotomie politique du même type s'observe aussi dans d'autres communautés *viêt kiêu*. Pour des exemples français, on pourra consulter Lê Huu Khoa (1985) et Bousquet (1991).

29 Une façon d'y arriver est de parrainer l'immigration de ses proches (parents, frères, sœurs, neveux et nièces) de façon à ce que la famille soit à nouveau réunie au même endroit.

30 Après avoir d'abord été condamnées comme « féodales » avant la mise en œuvre de la politique de *doi moi* (perestroïka à la vietnamienne) à la fin des années 1980.

31 Avec la restriction déjà mentionnée que l'échantillon appartient surtout aux couches professionnelles scolarisées. Des répondants travaillant comme ouvriers, manœuvres ou employés du secteur des services auraient pu donner des réponses partiellement différentes, leurs moyens financiers plus limités ne leur permettant pas, par exemple, de voyager outre-mer pour y visiter des membres de leur famille.

32 Richard (2000) en arrive aux mêmes conclusions, à partir d'un échantillon de 16 Vietnamiens de deuxième génération habitant Montréal.

33 Quoique ces contacts puissent parfois inclure aussi des amis non apparentés.

34 Sur cette ambivalence (qui touche aussi les rapports de genre) dans un contexte *viêt kiêu* nord-américain, on pourra consulter Kibria (1993) ; Guilbert (1993) ; Chan et Dorais (1998) ; et Hung Cam Thai (2003).

35 Ceci concerne surtout les Viêt proprement dits. Comme on l'a déjà mentionné, les Chinois du Vietnam s'impliquent de façon beaucoup plus intense dans les affaires et autres activités économiques transnationales.

Pour citer cet article

Référence électronique

Louis-Jacques Dorais, « À propos de migrations transnationales : l'exemple de Canadiens d'origine vietnamienne », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 20 - n°3 | 2004, mis en ligne le 25 septembre 2005, consulté le 11 février 2012. URL : <http://remi.revues.org/2019> ; DOI : 10.4000/remi.2019

Référence papier

Louis-Jacques Dorais, « À propos de migrations transnationales : l'exemple de Canadiens d'origine vietnamienne », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 20 - n°3 | 2004, 49-73.

À propos de l'auteur

Louis-Jacques Dorais

Professeur, Université Laval, Faculté des Sciences Sociales, département d'anthropologie. Pavillon Charles-De Koninck, local 3431, Québec G1K 7P4, Canada

Droits d'auteur

© Université de Poitiers

Résumé / Abstract / Resumen

Cet article tente de répondre à deux questions intimement liées : jusqu'à quel point peut-on considérer les résidents canadiens d'origine vietnamienne — et sans doute aussi les Vietnamiens d'outre-mer habitant ailleurs dans le monde — comme des migrants transnationaux, et quels sont les traits les plus marquants de leurs activités transnationales ? La définition de la migration transnationale utilisée ici s'inspire surtout de Portes et de Glick Schiller. Elle suppose, de la part du migrant, une participation continue à l'économie, à la politique et à l'organisation sociale de son État d'origine, en même temps qu'une intégration plus ou moins poussée aux structures de son pays d'adoption. Un examen des activités transnationales économiques, politiques et familiales des Vietnamiens du Canada, amène à conclure que la plupart d'entre eux pourraient être qualifiés de « migrants transnationaux passifs ». Ils ne font pas d'affaires au Vietnam et ne jouent pas de rôle actif dans la conduite des associations ethniques locales ou internationales, ni dans la production de discours anti-communistes ou pro-Vietnam. Par contre, la plupart d'entre eux sont intéressés et interpellés

par le Vietnam en tant qu'État-nation et, de manière plus fondamentale, ils appartiennent à des réseaux familiaux transfrontaliers permettant à un grand nombre d'entre eux de s'impliquer de façon régulière dans des relations transnationales, sur le plan individuel ou au niveau de la maisonnée. Cette prégnance des réseaux familiaux, jugés, par ceux qui y participent, plus significatifs que les structures transnationales (économiques et politiques) formelles, constitue sans doute le principal trait marquant des Vietnamiens d'outre-mer.

Mots clés : réseaux transnationaux, relations avec le pays d'origine

On Transnational Migration : Vietnamese Canadian Examples. This article aims at answering two intimately linked questions : up to what point may Vietnamese Canadians — and, most probably, overseas Vietnamese living elsewhere in the world — be considered transmigrants, and what are the principal characteristics of their transnational activities ? The definition of transnational migration used here is chiefly inspired by Portes and Glick Schiller. It implies that transmigrants participate in a steady way in the economy, politics and social relations of their homeland, while, at the same time, being relatively well inserted in the structures of their adopted country. An examination of the transnational economic, political and family-related activities of Vietnamese Canadians brings us to the conclusion that most of them can be considered as “passive transmigrants.” They are not involved in business activities in Vietnam, and they do not play any active role in the leadership of local or international ethnic organisations, nor do they utter anti-Communist or pro-Vietnam political discourses. However, most of them feel interested in, and concerned by Vietnam as a Nation-State and, in a more fundamental way, they belong to trans-border kinship networks which enable many of them to be regularly involved in transnational relations, whether individually or as members of a household. This importance of kinship networks, considered by their participants as more significant than formal economic and political structures, most probably constitutes the principal characteristic of overseas Vietnamese.

Sobre migraciones transnacionales : el ejemplo de canadienses de origen vietnamita.

Este artículo trata de responder a dos cuestiones íntimamente relacionadas : ¿Hasta qué punto podemos considerar a los residentes canadienses de origen vietnamita, y sin duda a los vietnamitas de « ultramar » que viven en algún lugar del mundo, como emigrantes transnacionales ? ¿Cuales son los elementos esenciales de sus actividades transnacionales ? La definición de la migración transnacional utilizada en este artículo se inspira en Portes y en Glick Schiller. Esta definición supone que el emigrante participa, de forma continua, en la economía, la política y la organización social de su Estado de origen y que, al mismo tiempo, el emigrante teje una integración, más o menos desarrollada, en las estructuras del país de adopción. El examen de las actividades transnacionales económicas, políticas y familiares de los vietnamitas de Canadá nos lleva a concluir que la mayoría de emigrantes podrían ser calificados de « emigrantes transnacionales pasivos ». Ni concluyen negocios en Vietnam, ni juegan un rol activo en la conducta de las asociaciones étnicas locales o internacionales, ni participan en la producción de un discurso anticomunista o pro-vietnamita. Sin embargo, la mayoría se interesa en Vietnam en calidad de Estado-nación y pertenece a redes familiares transfronterizas, lo cual permite la implicación en relaciones transnacionales tanto individuales como familiares. El peso de estas redes familiares que los propios integrantes juzgan más significativas que las estructuras transnacionales formales económicas o políticas, constituye, sin duda, el elemento esencial de los vietnamitas de « ultramar ».

Entrées d'index

Index géographique : Canada